l'extradition empêcherait le reclassement social et la réhabilitation de cet individu, recommander à l'Etat requérant de retirer sa demande d'extradition, en spécifiant les raisons sur lesquelles il se fonde.

ARTICLE 6

Lorsque l'infraction motivant la demande d'extradition est punissable de la peine de mort en vertu des lois de l'Etat requérant et que les lois de l'Etat requis n'autorise pas cette peine pour une telle infraction, l'extradition peut être refusée à moins que l'Etat requérant ne garantisse à l'Etat requis, d'une manière jugée suffisante par ce dernier, que la peine de mort ne sera pas infligée ou, si elle l'est, ne sera pas appliquée.

ARTICLE 7

Lorsque l'individu dont l'extradition est demandée fait l'objet de poursuites ou subit une peine sur le territoire de l'Etat requis pour une infraction autre que celle pour laquelle l'extradition a été demandée, sa remise peut être différée jusqu'à l'issue des procédures et jusqu'à ce qu'il ait purgé toute peine qui pourra ou a pu lui être infligée.

ARTICLE 8

La décision d'accorder ou de refuser l'extradition doit être prise conformément à la loi de l'Etat requis et l'individu dont l'extradition est demandée aura droit à tous les recours prévus par ladite loi.

ARTICLE 9

- (1) La demande d'extradition doit se faire par la voie diplomatique.
- (2) La demande doit être accompagnée du signalement de l'individu recherché, d'un énoncé des faits, du texte des dispositions des lois de l'Etat requérant décrivant l'infraction et stipulant la peine à infliger à cet égard ainsi que d'un énoncé de la loi relative à la prescription en matière de procédures judiciaires.